***Région Nouvelle Aquitaine***

***Département de la Corrèze***

***Préfecture de la Corrèze***

**Rapport unique, conclusions et avis du commissaire enquêteur relatifs à l’enquête publique unique préalable à la Déclaration d’Utilité Publique et à l’Autorisation Environnementale relative à l’opération de déviation routière du bourg de la commune de Lubersac portée par le conseil départemental de la Corrèze**



***ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE***

***Réalisée du 15 juin 2023 au 17 juillet 2023***

***CONCLUSIONS ET AVIS***

***DEMANDE D’AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE***

***AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L’EAU***

***DÉROGATION AUX MESURES DE PROTECTION DES ESPÈCES PROTÉGÉES***

***Commissaire Enquêteur***

**M. Pierre MONTEIL**

**SOMMAIRE**

|  |  |
| --- | --- |
| **1-DONNÉES PRÉLIMINAIRES** | **3** |
| **2- OBJET DE L’ENQUÊTE** | **4** |
| **3- CADRE JURIDIQUE** | **6** |
| **4- LES IMPACTS DU PROJET SUR L’ENVIRONNEMENT** | **7** |
| **5- DÉROULEMENT DE L’ENQUÊTE PUBLIQUE** | **10** |
| **6- APPRÉCIATIONS DU PROJET** | **12** |
| 6.1 Sur l’avis de l’Autorité Environnementale | **12** |
| 6.2 Sur l’avis du Conseil National de la Protection de la Nature | **14** |
| 6.3 Sur le dossier | **23** |
| 6.4 Sur le volet loi sur l’eau | **25** |
| 6.5 Sur le volet dérogation aux mesures de protection des espèces protégées | **27** |
| **7- LES OBSERVATIONS** | **28** |
| **8- CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVÉ DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR** | **42** |

**1-DONNÉES PRÉLIMINAIRES**

Le tracé de la déviation contourne par le sud la zone industrielle du Verdier, puis s’inscrit en rive gauche du ruisseau de la Faucherie. Il s’écarte assez rapidement du ruisseau et de son vallon et traverse des espaces agricoles sur le plateau près de « Peyrat », jusqu’à la traversée de la RD 148 près du lieu-dit « Bourbouloux ». Le tracé suit ensuite le vallon de la Faucherie sur sa rive gauche, passe entre les hameaux « La Faucherie » et « Chabanas », avant de rejoindre la RD 902 à l’est de « La Chabassière ».

Les premières études portant sur le projet de déviation du bourg de Lubersac remontent à la fin de décembre 1990 et sont reprises activement en 2015 lorsque le département de la Corrèze a engagé son plan « Routes 2025 ».

Au fil du temps et des concertations avec le public (de 2017 à 2020) cet itinéraire a été aménagé pour tenir compte, autant que possible, des suggestions et demandes du public et à aboutir à ce tracé défini en août 2020.

Le présent avis concerne exclusivement la demande d’Autorisation Environnementale au titre de la loi sur l’eau et la dérogation aux mesures de protection des espèces protégées.

Le projet n’entrainera pas d’évolution des cours d’eau et des écoulements, leurs tracés et leurs caractéristiques étant issus des conditions climatiques et de l’érosion des sols en place.

Les zones à dominante humide traversées par le projet seront certainement transformées. Les habitats associés à ces milieux seront aussi modifiés.

Les espèces présentes au droit du projet seront certainement amenées à se déplacer dans des habitats similaires situés à proximité. Les habitats traversés par le projet seront sensiblement modifiés par l’aménagement. Le projet entraînera une emprise sur les parcelles agricoles, et un effet sur la structure des exploitations.

Les paysages traversés tout au long du projet se verront transformés notamment au niveau du vallon de la Faucherie dans lequel viendront s’inscrire des ouvrages hydrauliques et des terrassements (déblais-remblais).

Dans l’ensemble le projet engendrera des effets positifs sur l’accessibilité des zones d’activité en contournant le bourg de Lubersac. Les activités présentes dans le bourg bénéficieront également d’effets positifs par l’amélioration des conditions de circulation, de stationnements et de sécurité.

**2- OBJET DE L’ENQUÊTE**

L’enquête publique unique porte sur 2 thèmes pour lesquels il est demandé des conclusions séparées :

***Thème 1 :*** la Déclaration d’Utilité Publique portant sur le projet de déviation du bourg de Lubersac sur le territoire de la seule commune de Lubersac concernée par l’emprise du projet, conformément aux articles L.121-1 et suivants du code de l’expropriation.

***Thème 2 :*** la demande d’Autorisation Environnementale unique au titre de la loi sur l’eau conformément aux articles L.214-3 et suivants du code de l’environnement et au titre de la demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées conformément aux articles L.411-1 et 2 du code de l’environnement.

Parallèlement et en même temps que cette enquête unique, une autorisation de défrichement est demandée conformément à l’article L.341-3 et suivants du nouveau code forestier appliqué depuis le 1er juillet 2012.

En conséquence, les présentes conclusions portent sur le thème 2.

L’enquête publique vise notamment :

 À préciser au public le projet et les conditions de son intégration dans son milieu d’accueil et permettre au public de faire connaître ses remarques et de s’exprimer ;

 D’apporter tous les éléments d’information à l’autorité compétente qui lui permettent l’appréciation exacte de l’utilité publique du projet ;

 Assurer l’information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers.

Ce projet est bien soumis à deux procédures relevant du code de l’environnement :

 L’autorisation au titre de la loi sur l’eau

 La demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées.

Autorisation au titre de la loi sur l’eau :

Le projet est concerné par l’Autorisation Environnementale, selon les dispositions des articles L.181-1 et suivants du code de l’environnement.

Cette procédure instaurée par l’ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017, vise à regrouper en une décision unique du Préfet du département l’ensemble des décisions de l’État relevant du code de l’environnement, du code forestier et du code de l’énergie, de la défense, du patrimoine et des transports.

C’est le cas pour ce projet qui implique la création de nouvelles surfaces imperméabilisées, la réalisation d’ouvrages hydrauliques pour le rétablissement du réseau hydraulique et la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Au sens de l’article L.211-1 du code de l’environnement, le projet doit concilier les usages économiques légitimes de l’eau et la protection du milieu aquatique.

Les rubriques dont relève le projet sont les suivantes émanant du décret n°2020-828 :

 **2.1.5.0.** Rejet d’eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol :

Le projet intercepte une superficie de bassin versant de 319 ha.

***Le projet est donc soumis à autorisation au vu de la rubrique 2.1.5.0.***

 **3.1.2.0.** Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :

Sur le ruisseau de la Faucherie (OH 15 et OH 16), les dérivations de cours d’eau lors de la réalisation des deux ouvrages représentent 164 m de cours d’eaux dérivées et 83 m pour les ouvrages (OH 4 et OH 14) sur les affluents du ruisseau de la Faucherie.

***Le projet est donc soumis à autorisation au vu de la rubrique 3.1.2.0.***

 **3.1.3.0**. Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau :

Le remblai routier nécessite la création de plusieurs ouvrages de rétablissement hydraulique d’une longueur cumulée de 137 m.

***Le projet est donc soumis à autorisation au vu de la rubrique 3.1.3.0.***

 **3.1.5.0.** Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :

Les 4 ouvrages créés sur le ruisseau de la Faucherie et ses affluents ainsi que les dérivations provisoires en phase chantier génèrent une perte d’habitat en lit mineur de 389 m².

***Le projet est donc soumis à autorisation au vu de la rubrique 3.1.5.0.***

 **3.3.1.0.** Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais:

La superficie de zone humide dans le secteur d’emprise du projet est de 12 780 m² et la surface supplémentaire pouvant être impactée à l’aval du projet est de 764 m².

***Le projet est donc soumis à autorisation au vu de la rubrique 3.3.1.0.***

Dérogation aux mesures de protection des espèces protégées:

En application de la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, un régime spécial de protection de la faune et de la flore sauvage a été institué.

Ce régime de protection stricte est repris aux articles L.411-1 et 2 du code de l’environnement qui interdit la destruction des espèces protégées et/ou de leurs sites de reproductions et aires de repos.

Le projet est donc soumis au régime de dérogations à l’interdiction de la destruction d’espèces protégées et d’habitats d’espèces mais ne nécessite pas d’enquête publique à proprement dit.

Le dossier détaille l’inventaire des espèces concernées par la présente demande de dérogation, tant pour la capture avec relâcher sur place que pour la destruction d’aires de repos ou d’alimentation des espèces.

**3-CADRE JURIDIQUE**

Le commissaire enquêteur a été à même de vérifier que l’ensemble des rubriques qui règlementent l’aménagement sont bien conformes aux caractéristiques du projet

Demande d’Autorisation Environnementale au titre de la loi sur l’eau :

La loi sur l’eau du 03 janvier 1992, en application des articles L.214-1 et suivants du code de l’environnement impose que tout projet susceptible de modifier le régime des eaux et le milieu aquatique est soumis à une procédure d’acceptation avec en perspective la préservation de la ressource en eau, de la qualité des eaux et du milieu aquatique.

Le projet dans son ensemble est ainsi soumis au régime d’autorisation tant en phase travaux qu’en phase exploitation.

Demande d’Autorisation Environnementale au titre de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées :

La destruction des espèces protégées et/ou de leurs sites de reproduction et aires de repos est interdite en application de l’article L.411-1 et 2 du code de l’environnement.

L’arrêté du 19 février 2007 précise les espèces animales et végétales concernées par la demande d’autorisation exceptionnelle.

Le projet est ainsi soumis au régime de dérogation à l’interdiction de destruction d’espèces protégées et d’habitats d’espèces tant en phase travaux qu’en phase d’exploitation.

***Avis du Commissaire enquêteur :***

**Le commissaire enquêteur en déduit que la règlementation et la procédure appliquées à la DUP et à la demande d’Autorisation Environnementale, volet « loi sur l’eau » et « dérogation aux mesures de protection des espèces protégées », volets « faune et flore », relatives au projet de déviation du bourg de Lubersac comme pleinement respectées.**

**4- LES IMPACTS DU PROJET SUR L’ENVIRONNEMENT**

Les principaux impacts potentiels du projet sur l’environnement sont exposés de manière synthétique dans les dossiers (documents 5 et 6) traitant des volets « loi sur l’eau » et « demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées ».

**Espèces Protégées**

 Sur le milieu physique, les impacts sont sans effet significatif pour le climat et la topographie ainsi que sur les eaux souterraines et superficielles.

 Sur le milieu aquatique, ils sont qualifiés de «très faible à modéré» pour ce qui concerne les rejets polluants du chantier.

 Sur les milieux naturels, ils sont qualifiés de « faible à modéré », le chantier devra être balisé de manière à limiter l’étendue de l’impact des travaux sur le milieu naturel.

 Sur le paysage et le patrimoine, ils sont qualifiés de « moyen, faible et nul ».

 Sur le milieu humain ils sont qualifiés de « positif, faible et modéré » pour la consommation d’espace agricole, 12.93 ha soit 0.31% des surfaces agricoles communales déclarées à la PAC en 2017et la création de délaissés dont l’acquisition est prévue par le Conseil Départemental de la Corrèze.

 Sur le cadre de vie et la santé humaine, ils sont qualifiés de « positif, nul, faible et modéré ».

 Sur les risques, ils sont qualifiés de « faible ».

***Avis du Commissaire enquêteur :***

**Le commissaire enquêteur note que le projet a été optimisé de façon à aboutir au meilleur compromis entre les enjeux soulevés.**

**La variante retenue paraît correspondre au mieux aux demandes des élus, des riverains, des agriculteurs ainsi qu’aux recommandations environnementales.**

Ce choix de variante tient compte :

 De la diminution importante de la surface des délaissés agricoles en se rapprochant raisonnablement mais pas davantage du ruisseau de la Faucherie, tout en ne le franchissant que par 2 fois et non 3 comme initialement prévu et en préservant les étangs et mares, de même que les parties boisées et les haies bocagères.

 De la nécessité d’intégrer les deux bretelles de raccordement, accès direct à la zone industrielle du Verdier pour l’une et raccordement à la RD 148 pour l’autre afin de réduire au maximum le flux de circulation qui actuellement utilise la voie longeant les habitations du lotissement de la Faucherie basse (portion de la RD 148).

***Avis du Commissaire enquêteur :***

**Le commissaire enquêteur constate que l’analyse des variantes a démontré que celle choisie est la plus acceptable au regard des enjeux étudiés dans l’étude d’impact.**

**Il note également que l’étude d’impact a mis en exergue que le projet ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leurs aires de répartition naturelle.**

Pour autant, certaines espèces d’amphibiens, de reptiles, d’oiseaux ou de mammifères sont susceptibles d’être impactés par le projet, d’où la nécessité de demande de dérogation à l’interdiction de destruction des espèces protégées et de leurs habitats.

L’analyse du projet sur le milieu naturel montre :

 Que le projet ne va pas entraîner d’impacts sur les espèces floristiques d’intérêts particuliers. Le projet n’entraîne pas d’impact significatif sur la flore sauf une modification de la flore voisine de la route.

 Que les habitats identifiés au sein des aires d’étude du projet ne sont pas dans un état de conservation défavorable ni de mesure de restriction. L’aménagement va cependant induire la destruction de bosquets et de haies.

 Que le risque de contamination par des espèces végétales à caractère envahissant est faible mais existe surtout pendant la période des terrassements. À ce moment-là, l’impact peut être qualifié de fort.

 Que le projet a des effets directs, notamment au droit de l’emprise du projet plusieurs habitats naturels sont consommés :

 Des forêts riveraines à aulnes et frênes, 0.28 ha avec un niveau d’enjeu fort

 Des prairies atlantiques subatlantiques humides, des fourrés arbustifs, des haies, des saulaies riveraines, des bois acidophiles dominés par le chêne pédonculé avec un niveau d’enjeu moyen.

 Que le niveau d’impact permanent sur la conservation des populations d’amphibiens est considéré comme fort sur le sonneur à ventre jaune et moyen sur la rainette verte, la grenouille agile et le triton marbré.

 Que le projet n’entraîne pas d’impact permanent ou temporaire significatif sur les reptiles sauf moyen pour la couleuvre verte et jaune.

 Que les niveaux d’impacts sur la destruction d’habitats, milieux ouverts ou bocagers sont jugés faibles sauf pour les espèces pouvant utiliser les arbres comme gîte où l’impact peut être considéré comme fort.

 Que le dérangement en phase chantier va induire un impact temporaire sur la destruction d’individus (oiseaux nicheurs) considérés comme faible à moyen en fonction des niveaux de protection des espèces répertoriées.

 Que l’impact brut du projet a été considéré comme faible pour les 4 espèces de mammifères terrestres et semi-aquatiques potentielles dans l’aire d’étude.

 Que les impacts permanents sur les habitats d’estivage/ d’hivernage des chiroptères peuvent être considérés comme faibles ou moyens pour les espèces arboricoles**.**

Des mesures ont été mises en place afin de préserver le bon état de conservation des différentes espèces impactées par le projet en application de la méthode ERC (Éviter – Réduire – Compenser).

Des mesures d’accompagnement et de suivi permanent viennent compléter l’arsenal visant à supprimer les effets résiduels.

** Évitement**

Optimiser le tracé en évitant les impacts sur les habitats naturels et les habitats d’espèces à enjeu (zones humides, habitat du damier de la succise, habitat du sonneur à ventre jaune).

Éviter la fragmentation du territoire et les collisions pour les mammifères terrestres.

** Réduction**

Balisage préventif et mise en défens de zones d’enjeu.

Dispositif de lutte contre une pollution et dispositif d’assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier.

Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes.

Dispositif permettant d’éloigner les espèces à enjeu et/ou en limitant leur installation (3 176 m de filet de protection seront installés le long de l’emprise du chantier).

Maintien d’un débit minimum « biologique » de cours d’eau.

Adaptation de la période de travaux sur l’année.

** Compensation**

Le Conseil Départemental de la Corrèze a confié au Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Nouvelle Aquitaine une mission de recherche de parcelles favorables à la compensation et d’animation foncière sur ces parcelles.

Ce travail mené a abouti à une surface totale maîtrisée de 51.80 ha, répartie en 3 ensembles :

 Secteur « La Chabassière » : 25.57 ha

 Secteur « Las Juinas » : 18.79 ha

 Secteur « Vallée de l’Auvézère » : 7.44 ha

Création ou renaturation d’habitats terrestres favorables aux oiseaux des landes et fourrés, aux amphibiens et aux reptiles.

Aménagement ponctuel complémentaire : création de haies et de micro-habitats pour l’hivernage aux abords des zones de reproduction.

***Avis du Commissaire enquêteur :***

**Les mesures d’Évitement, de Réduction et de Compensation (ERC) mises en place permettent au commissaire enquêteur de conclure à l’absence d’impact sur la conservation des populations des espèces protégées impactées.**

À noter qu’il n’y a pas d’incidence sur les habitats et espèces d’intérêt communautaire, du fait que la distance séparant le projet de chacun des 2 sites Natura 2000 :

 Le site « Vallée du ruisseau du Moulin de Vignols » : 11.5 kms

 Le site « Vallée de la Vézère d’Uzerche » à la limite départementale : environ 10 kms.

**5- DÉROULEMENT DE L’ENQUÊTE PUBLIQUE**

L’enquête publique s’est déroulée du jeudi 15 juin 2023 au lundi 17 juillet 2023 inclus soit sur une période de 33 jours consécutifs, en mairie de Lubersac, siège de l’enquête.

Le commissaire enquêteur a relevé que l’ensemble des conditions règlementaires appliquées au volet publicité de l’enquête ont été respectées notamment en ce qui concerne l’affichage de l’avis sur huit points du tracé, en mairie de Lubersac, sur le panneau d’affichage lumineux de la commune ainsi que sur le site de la commune de Lubersac.

De nombreux compléments d’informations ont été ajoutés à la publicité règlementaire rendant le volet information de l’enquête, de l’avis du commissaire enquêteur, à l’abri de tout reproche.

Le commissaire enquêteur s’est tenu à la disposition du public au cours des 5 permanences qui ont eu lieu en mairie de Lubersac selon les jours et heures définis à l’article 2 de l’arrêté préfectoral en date du 15 mai 2023.

 Jeudi 15 juin 2023 de 9h à 12h

 Vendredi 23 juin 2023 de 14h à 17h

 Samedi 1er juillet 2023 de 9h à 12h

 Mercredi 12 juillet 2023 de 9h à 12h

 Lundi 17 juillet 2023 de 14h à 17h

Trois possibilités étaient offertes au public pour déposer leurs observations :

  Écrits sur le registre d’enquête mis à disposition à la mairie de Lubersac

 Par courrier envoyé au siège de l’enquête à l’attention du commissaire enquêteur

 Envoi par mail à l’adresse dédiée ouverte pour l’occasion à la Préfecture de la Corrèze

Le commissaire enquêteur a comptabilisé 30 contributions réparties de la manière suivante :

 Sur registre : 20

 Par courrier : 9

 Par mail : 1

 Oralement : plusieurs non enregistrées

Les observations recueillies au cours de l’enquête publique unique préalable à la Déclaration d’Utilité Publique, à l’autorisation environnementale (loi sur l’eau et demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées) concernent tant le dossier Déclaration d’Utilité Publique que le dossier d’Autorisation Environnementale.

Le procès-verbal de synthèse a été remis en mains propres au maître d’ouvrage le jeudi 20 juillet 2023, soit dans les huit jours suivant la clôture de l’enquête, dans les bureaux du Conseil Départemental de la Corrèze conformément à l’article 6 de l’arrêté de Monsieur le Préfet.

Le mémoire en réponse du maître d’ouvrage est parvenu au commissaire enquêteur en version dématérialisée le 26 juillet 2023, l’original ayant été envoyé au domicile du commissaire enquêteur le 28 juillet 2023, dans les 15 jours suivant la remise du procès-verbal de synthèse.

**6- APPRÉCIATIONS DU PROJET**

***6.1 Sur l’avis de l’Autorité Environnementale***

L’Autorité Environnementale, ci-après désignée la MRAe (Mission régionale d’Autorité environnementale) Nouvelle Aquitaine a émis un avis le 12 mai 2023 sur 10 pages et qui comporte plusieurs recommandations dont le plus grand nombre d’entre elles ont été suivies d’effet.

Les principales recommandations auxquelles le maître d’ouvrage a apporté ses réponses sont les suivantes :

 *La MRAe recommande de préciser les mesures tenant compte de la présence dans l’aire d’étude du périmètre de protection éloignée de la prise d’eau du Pont neuf.*

L’étude d’impact est complétée par la précision concernant la création de 3 ouvrages de rétention ainsi que leur triple fonction.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte**

### **** *La MRAe recommande de préciser les modalités d’accès à ces zones de stockage, ainsi que les mesures visant à limiter les risques de pollution du milieu récepteur. Elle recommande également de préciser les modalités de remise en état de ces zones.*

L’étude d’impact est complétée par la situation de 3 dépôts envisagés de part et d’autre de la RD 148 ainsi que l’ensemble des mesures préventives qui sont toutes explicitées.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte**

 *La MRAe recommande de compléter l’étude d’impact sur la thématique « climat » par un bilan quantifié des émissions de gaz à effet de serre (GES) en tenant compte des éléments méthodologiques figurant dans le guide de février 2022*.

Le complément à l’étude d’impact demandé par la MRAe figure en fin de mémoire en réponse sous la forme d’un ensemble de 22 pages parfaitement détaillées. Le dossier de demande d’autorisation a donc été complété par l’ensemble de ces données.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte**

 *La MRAe recommande de justifier le gain écologique du projet attendu par les mesures de compensation sur ces espaces, en référence au guide de dimensionnement de la compensation écologique du Ministère de la Transition Écologique réalisé avec l’Office Français de la Biodiversité.*

Le maître d’ouvrage précise qu’actuellement le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Nouvelle Aquitaine mène une étude sur les surfaces proposées pour compenser la perte de biodiversité due au projet.

L’étude en cours comporte toutes les composantes du guide cité en référence et elle sera finalisée au second semestre 2023.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte**

 *La MRAe recommande de justifier le gain écologique du projet attendu par les mesures proposées en faveur des zones humides, au regard d’une analyse des fonctionnalités du site existant. Elle recommande également de prévoir en phase travaux des mesures de suivi des zones humides évitées, et prévoir des mesures correctives en cas d’incidences non initialement prévues.*

Le maître d’ouvrage précise qu’une étude spécifique a bien été réalisée afin de préserver ce gain écologique, étude réalisée par Mathilde BOUAL EI… en mai 2023 laquelle est présentée en annexe de la demande d’autorisation au titre de la loi sur l’eau.

Cette étude a été réalisée selon les principes : proximité géographique, additionalité, équivalence fonctionnelle.

**Le commissaire enquêteur : la réponse sur ces points paraît complète**

 *La MRAe recommande de détailler les mesures visant à garantir la pérennité des exploitations agricoles concernées par l’emprise du projet.*

Le porteur de projet rappelle que les variantes étudiées depuis 2017-2018 ont fait en sorte de réduire les impacts agricoles directs en déplaçant le tracé et en réduisant les surfaces impactées.

De plus, les indemnités d’exploitations individuelles ont été retenues en majorant d’un an supplémentaire la durée d’indemnisation prévue dans le protocole départemental, 5 ans et non 4 ans, en appliquant un coefficient maximum de 2.5 et ce en suivant les préconisations de la chambre d’agriculture de décembre 2021.

**Le commissaire enquêteur : la réponse sur ce point paraît précise.**

 *Pour une meilleure information du public, la MRAe recommande de présenter dans l’étude des photomontages du projet depuis les secteurs sensibles.*

Le maître d’ouvrage précise que ces photomontages sont en cours d’exécution.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte**

 *La MRAe recommande de consolider le dossier sur ces points (proximité du ruisseau de la Faucherie, impacts sur le milieu naturel), voire de se réinterroger sur l’opportunité du projet au regard de ses incidences sur le milieu naturel, sur le paysage, et sur l’agriculture.*

Le maître d’ouvrage rappelle les raisons qui font que l’opportunité du projet est bien réelle et que le choix de la solution sud a été retenu, car elle a moins d’emprise aux dépens des espaces naturels et agricoles et qu’elle permet d’aménager un accès direct à la zone industrielle du Verdier.

**Le commissaire enquêteur : la précision du maître d’ouvrage répond aux interrogations de la MRAe.**

***Avis du Commissaire enquêteur :***

**L’étude d’impact a fait l’objet de recommandations de la part de la MRAe qui ont été analysées par le maître d’ouvrage en rédigeant un mémoire en réponse.**

**Le commissaire enquêteur note que l’étude montre que tous les aspects soulevés au dossier ont été correctement étudiés et que les recommandations de la MRAe reprises par le maître d’ouvrage ont très majoritairement été suivies d’effets.**

**L’information du public sur ce volet environnemental a ainsi été complétée.**

***6.2 Sur l’avis du Conseil National de la Protection de la Nature***

Le CNPN est consulté en application de l’article R.411-13-1 du code de l’environnement en lien avec la présence du sonneur à ventre jaune et de la noctule commune sur le site.

**1** *Le CNPN indique que ce projet semble anachronique à une période où il est nécessaire de respecter nos engagements internationaux et baisser nos émissions de gaz à effet de serre. Il indique que la visée zéro artificialisation nette est absente du raisonnement.*

Le maître d’ouvrage répond de façon précise à ces deux interrogations formulées par le CNPN et confirme l’opportunité d’un tel projet à Lubersac. De même il précise que concernant l’artificialisation des sols, le choix retenu au niveau de la largeur de la partie revêtue permet de réaliser une baisse de 23% de la surface revêtue sur l’ensemble de l’infrastructure.

**Le commissaire enquêteur : le maître d’ouvrage répond pleinement aux interrogations du CNPN.**

**2** *Le CNPN indique que les descriptions des différentes variantes sont extrêmement faibles en termes de description des impacts et qu’il serait intéressant de disposer de plus de détails sur les variantes et leurs conséquences éventuelles sur la biodiversité. A la lecture des quelques lignes disponibles dans le document, il est impossible de savoir si le choix réalisé est celui du moindre impact*

Le maître d’ouvrage rappelle l’historique du projet, pourquoi la solution nord a été écartée et justifie le choix de la solution sud. Pour apporter plus de détails, il joint même en annexe du mémoire en réponse, l’extrait du dossier de la DUP de 2004.

Il rappelle aussi l’impérieuse nécessité de la création de la voie d’accès à la zone industrielle du Verdier par le sud.

**Le commissaire enquêteur : le maître d’ouvrage répond aux interrogations du CNPN.**

**3** *Le CNPN regrette, concernant l’analyse des données bibliographiques, que seules les données de moins de 10 ans ont été analysées. Il manque l’information relative à la date des consultations des bases de données et des partenaires.*

Le maître d’ouvrage précise que dans la prochaine version du dossier de dérogation remise début septembre 2023, seront prises en compte les données jusqu’à 15 ans.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**4** *Concernant les inventaires de terrain, le CNPN indique qu’ils sont insuffisants (nombre de passages, périodes) pour l’ensemble des groupes taxonomiques : nombre de passages pour les insectes, pour les oiseaux, les chiroptères, absence de précision concernant les sites prospectés pour les amphibiens, absence de plaques posées pour les reptiles, pas d’exploitation des pelotes de rejection*

Le maître d’ouvrage précise qu’il fait réaliser en juin/juillet 2023 des prospections complémentaires et dont les résultats figureront dans la version du dossier de dérogation, dont la remise est prévue en septembre 2023.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**5** *Le CNPN indique que les données n’ont pas été mises à jour depuis 2018. Une mise à jour des enjeux serait vraiment nécessaire.*

Les prospections complémentaires de juin/juillet 2023 permettront la mise à jour des enjeux.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**6** *Le CNPN indique que les textes et statuts concernant les espèces est nécessaire.*

Mise à jour réalisée dans la nouvelle version du dossier de dérogation.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**7** *Le CNPN indique que la détection de seulement neuf espèces de chiroptères ne fait que renforcer la faiblesse de la pression des inventaires*

L’inventaire complémentaire de juillet 2023 sur ce groupe permettra d’actualiser les données.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**8** *Le CNPN indique que sur la carte page 63, on ne voit pas où sont situés les arbres à cavités, les vieux bâtis favorables aux chiroptères. Il est nécessaire d’utiliser des couleurs et une symbologie plus lisible*

Le maître d’ouvrage précise que la lisibilité de la carte sera revue.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**9** *Pour les poissons et cours d’eau, le CNPN indique qu’il n’y a qu’une analyse non localisée sur la carte alors que le cours d’eau est coupé deux fois par le tracé. Par ailleurs, le site se situe dans une zone potentielle à mulette, mais l’espèce n’a pas été recherchée. Il n’y a pas d’information sur ce point. Une mise à jour est nécessaire.*

Le maître d’ouvrage précise qu’il fait réaliser par AQUABIO des pêches complémentaires mi-juillet 2023, sur les longueurs conformes au protocole de l’IPR.

De même, il fait réaliser par Limousin Nature Environnement (LNE) courant juillet 2023 une prospection spécifique par la technique de l’ADN environnemental, concernant la recherche de mulette.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**10** *Le CNPN indique qu’une cartographie des espèces exotiques est attendue dans le dossier*

Les stations identifiées seront localisées sur la carte.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**11** *Le CNPN indique que toutes espèces d’oiseaux protégés ne sont pas listées dans les Cerfa. Manque également la loutre d’Europe et le campagnol amphibie*

Le maître d’ouvrage précise que le campagnol amphibie figure bien dans les Cerfa. La loutre et les oiseaux d’enjeu faibles et très faibles seront rajoutés.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**12** *Le CNPN indique que la synthèse des enjeux ne fait qu’afficher les enjeux maximaux selon les taxons, alors qu’une multitude d’enjeux moyens cumulés devraient être revus à la hausse. Il semble donc nécessaire de revoir cette synthèse de manière plus fonctionnelle et rehausser en termes d’enjeux.*

Le maître d’ouvrage précise que les enjeux seront revus en ce sens dans la prochaine version (septembre 2023).

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**13** *Le CNPN demande si le projet a fait l'objet d'un aménagement foncier*.

Le maître d’ouvrage précise qu’aucun aménagement foncier n’est prévu autre que l’acquisition des parcelles.

**14** *Le CNPN estime que l’impact sur le ruisseau de la Faucherie, considéré comme réservoir de biodiversité et corridor écologique de la Trame verte et bleue est sous-estimée*

Le maître d’ouvrage précise que l’impact sera revu au niveau « moyen » dans la prochaine version.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**15** *Le CNPN indique que la loutre est susceptible de passer régulièrement dans le ruisseau et de l’utiliser comme zone de refuge. Concernant le passage à faune, il est demandé d’indiquer le niveau supérieur de l’eau par rapport à l’aménagement de la banquette du dalot.*

L’espèce sera rajoutée au Cerfa. Les lignes d’eau seront présentées dans le dossier loi sur l’eau.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**16** *Le CNPN indique qu’il n’y a pas de tableau synthétique avec les différents types d’atteintes. Il est attendu une réévaluation de certains effets et une vision clairement présentée de ces différents points (effets en phase de chantier et en phase d’exploitation), effets permanents, temporaires, directs et indirects et intensité.*

Le maître d’ouvrage précise que le tableau synthétique des effets sur chaque espèce figure bien pages 143 et 144 du dossier.

**17** *Le CNPN indique que les cartes des impacts sur les milieux naturels (pages 101 et 102) devraient être réalisées pour la phase travaux et la phase exploitation.*

Le maître d’ouvrage précise que ce sera fait dans la prochaine version.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**18** *Le CNPN indique que pour l’ensemble des impacts, seules les surfaces impactées sur le tracé sont prises en compte. Il faudrait faire apparaitre les pertes de fonctionnalité aux abords de l’aménagement. Il y a des enclaves créées qui perdent de la fonctionnalité.*

Le maître d’ouvrage précise que le dossier évalue bien les pertes de fonctionnalité au chapitre IV.1.2 « fragmentation du domaine vital, coupure des corridors de déplacements » (pages 99 et 100).

**19** L*e CNPN rappelle que la règlementation liée au contenu de l’étude d’impact (article L122-3 du code de l’environnement) a évolué et que les impacts cumulés concernent les projets existants (déjà réalisés) et les projets approuvés.*

Le maître d’ouvrage précise qu’il n’y a pas de projet existant dont les effets peuvent se cumuler avec ceux du projet de Lubersac.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**20** *Mesure E1.1c – Redéfinition des caractéristiques du projet. Le CNPN indique que la mesure s’apparente plus à de la réduction qu’à de l’évitement. Plusieurs mesures notées comme de l’évitement sont en fait des mesures de réduction.*

Le maître d’ouvrage porte à la connaissance du CNPN que la mesure E1.1c sera notée comme de la réduction. Les autres mesures sont de l’évitement.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**21** *Le CNPN indique que les passages à faune sous les ponts sont prévus sous forme de banquettes alors que des encorbellements seraient plus indiqués pour les raisons hydrauliques.*

Le maître d’ouvrage prévoit de remplacer les banquettes par des encorbellements.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**22**  *Mesure R3.1a – Adaptation de la période de travaux sur l’année. Le CNPN indique qu’il faut afficher plus clairement les différentes périodes d’action pour chaque type de travaux. Certaines périodes ne semblent pas cohérentes (mesure R2.1o3).*

Le planning prévisionnel à jour fait apparaître les différentes périodes de travaux.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**23** *Mesure R2.2j – Clôture spécifique et dispositif anti-pénétration dans les emprises. Le CNPN indique qu’en complément des passages à faune, il est nécessaire de prévoir un engrillagement latéral de la chaussée équipé d’un retour pour que la loutre ne puisse pas franchir le grillage.*

Le maître d’ouvrage précise qu’il sera fait le nécessaire afin que la loutre ne puisse franchir le grillage.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**24** *Mesure E1.1c – Redéfinition des caractéristiques du projet. Le CNPN indique que les ponts cadres ne sont pas très indiqués et posent des problèmes. Les lits sont déstructurés après les crues. Pourquoi n’y a-t-il aucun élément d’étude alternative d’atteinte au lit mineur avec des ponts poutres ? Le non-engagement de surcoûts ne pourra se justifier tant que l’absence d’enjeu n’est pas révélée. Or la lamproie de Planer est a priori présente et cela doit engager à la prudence et à reconsidérer les décisions sur cette thématique. D’autre part, il n’est pas fait mention de prise en compte et réduction des risques sur les matières en suspension et les érosions des sols.*

Le maître d’ouvrage pense que compte-tenu des enjeux environnementaux du ruisseau de la Faucherie, il a fait réaliser début 2020 en amont du dossier et des études de maîtrise d’œuvre, une étude comparative dont un extrait est porté en annexe 3 du mémoire.

Dans le cas de l’OH16, le coût est multiplié par 5 par rapport à un ouvrage cadre.

Le maître d’ouvrage fait vérifier la faisabilité technique d’un portique ouvert de 3.50 m et fondé sur semelles superficielles.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte et recherche d’une autre solution technique.**

**25** *Mesure R2.1f – Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes. Il est nécessaire d’indiquer à quelle fréquence vont être menés les contrôles de la présence des exotiques. Il est nécessaire de bien anticiper les moyens d’intervention rapide pour les espèces les plus fréquentes afin de minimiser les colonisations.*

Le maître d’ouvrage signale que les contrôles de présence des exotiques seront effectués par l’écologue en charge du suivi de chantier.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**26** *Mesure R2.1i – Dispositif permettant d’éloigner les espèces à enjeu et/ou en limitant leur installation. Les linéaires concernant cette mesure semblent sous-estimés. De plus, il est nécessaire que le recueil d’individus bloqués dans l’aire des travaux soit réalisé régulièrement pendant la phase de travaux.*

Le maître d’ouvrage précise que le linéaire de la mesure sera revu. De même, l’écologue assurera un recueil des individus bloqués dans l’aire des travaux.

Il précise aussi qu’il y aura un référent environnement au niveau des entreprises en charge des travaux lequel fera le lien avec l’écologue.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**27** *Mesure R2.1io(3) Prélèvement ou sauvetage avant destruction de spécimens de chiroptères arboricoles. Il sera nécessaire d’inspecter les arbres avec du matériel adapté (sonore, caméra) de manière à avérer l’absence de chiroptère et d’équiper les arbres de chaussettes anti-retour pour être certains qu’il ne reste pas d’individus lors de la coupe des arbres.*

L’écologue inspectera les arbres avec du matériel adapté avant la coupe des arbres ainsi que lors de la coupe.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**28**  *Mesure R2.1q– Dispositif d’aide à la recolonisation du milieu. Il est nécessaire de préciser le label des graines et la composition des ensemencements.*

Le maître d’ouvrage précise que le label des graines est le label « Végétal local ».

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

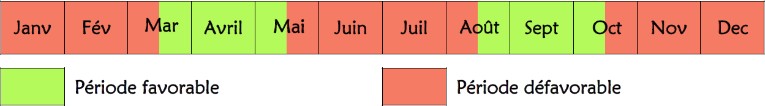
**29** *Mesure R2.2l– Reconstitution de lisières et installation d’abris ou de gîtes artificiels. La géo membrane employée devra être biodégradable.*

La géo membrane sera biodégradable.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**30** *Mesure R2.1o(4) Prélèvement ou sauvetage avant destruction de spécimens de chiroptères anthropophiles. Il faut préciser la période d’intervention en fonction de l’activité (potentielle destruction d’individus à éviter) et les risques. Une compensation serait à anticiper.*

Le maître d’ouvrage précise que les interventions se feront en période d’activité des chauves-souris car elles sont alors mobiles et peuvent changer de gîte et la période d’élevage des jeunes sera évitée.

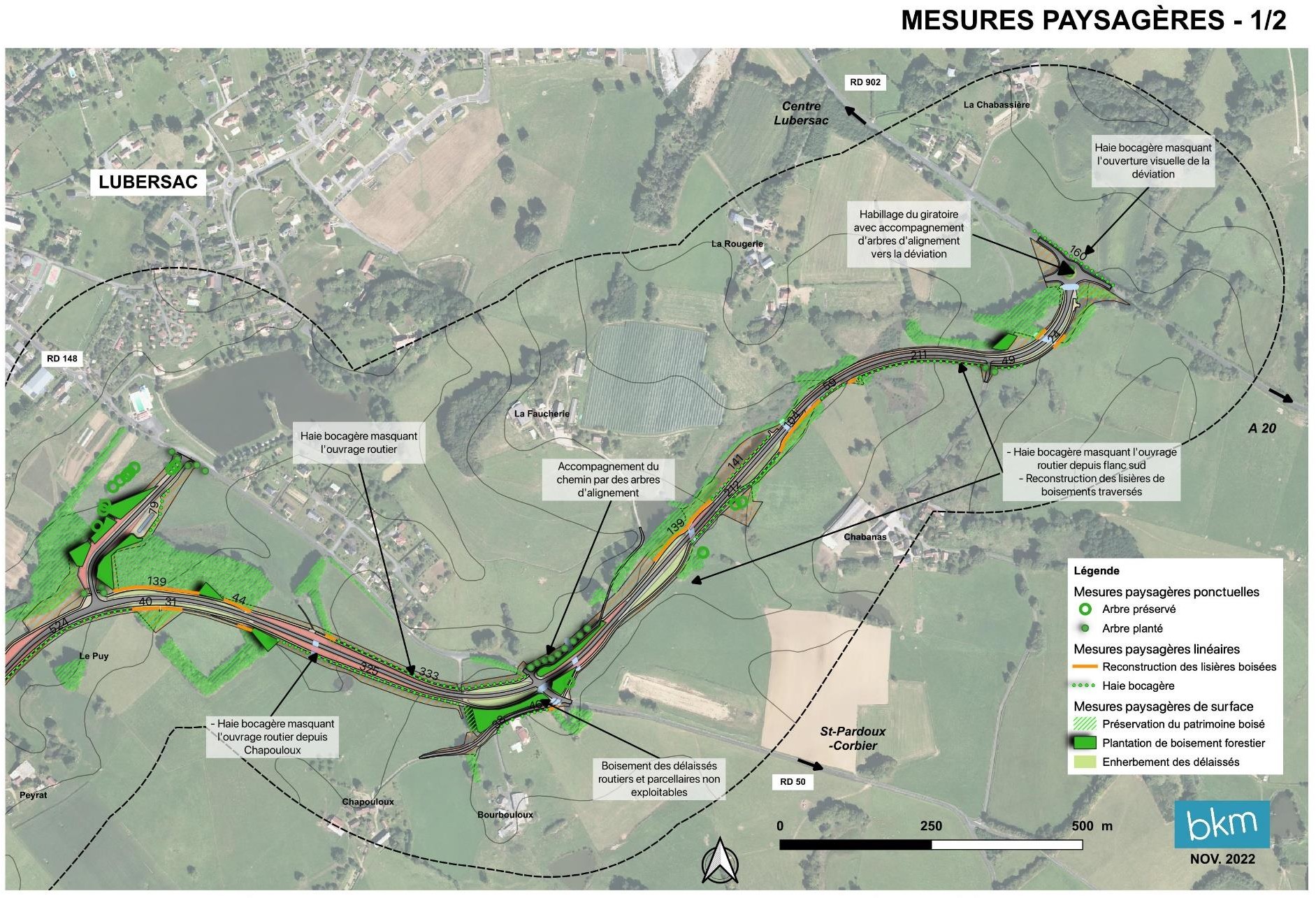
**

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**31** *Mesure R2.2kl– Plantations diverses : arbres de haut-jet parallèles à la route. Sur la section qui tangente le ruisseau de la Faucherie, la localisation des plantations prévues serait à préciser pour assurer la faisabilité d’un recul de 10 mètres par rapport à la route.*

Le maître d’ouvrage précise que les plantations seront toujours au-delà de 10 m du bord de chaussée.

Les plantations à proximité du ruisseau de la Faucherie sont représentées sur le tableau ci-dessous :



**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**32**  *Le CNPN indique que pour l’ensemble des espèces, les mesures de réduction ne limitent que peu la perte d’habitat et la fonctionnalité du site. Les impacts résiduels ne peuvent être revus à la baisse de cette manière alors que les mesures de réduction n’ont fait que limiter le nombre d’individus perturbés ou tués. La perte reste entière concernant les habitats.*

Le maître d’ouvrage précise que les tableaux pages 119 à 121 qui présentent les impacts résiduels indiquent bien que la perte d’habitats reste entière.

**33** *Le CNPN indique que les ratios de compensation sont cohérents mais qu’il n’y a pas de justification de ceux-ci.*

Le maître d’ouvrage précise que c’est la méthode dite du « ratio minimal » qui a été utilisée. (*Métrique à compenser = Ratio minimal préétabli x Métrique affectée).*

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**34** *Le CNPN indique qu’il est important d’avérer l’équivalence et l’additionnalité des mesures de compensation.*

Le maître d’ouvrage indique que le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Nouvelle Aquitaine mène actuellement une étude sur les surfaces proposées pour compenser la perte de biodiversité due au projet. Cette étude sera finalisée au second semestre 2023.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**35** *Concernant la temporalité des engagements (50 à 99 ans), s’agissant d’un projet pérenne, le CNPN attend du Conseil Départemental une pérennisation complète des sites de compensation.*

Le maître d’ouvrage s’engage pour une mise en œuvre des mesures de compensation tout au long de la vie du projet.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**36**  *Le CNPN indique qu’une mesure de compensation sur les cours d’eau est attendue.*

Le maître d’ouvrage indique que la mesure de compensation sur les cours d’eau est décrite dans le dossier loi sur l’eau. Elle consiste à compenser la perte de frayères piscicoles.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

**37** *Mesure A9 (3) Absence totale de produits phytosanitaires. Cette mesure doit comprendre l’usage d’engrais également.*

Le maître d’ouvrage rappelle qu’il s’est engagé depuis plusieurs années sur l’**absence totale** d’utilisation de produits phytosanitaires comprenant également l’engagement de ne pas utiliser d’engrais dans la gestion des dépendances vertes de la route.

**Le commissaire enquêteur : recommandation prise en compte.**

***Avis du Commissaire enquêteur :***

**Après avoir soigneusement examiné les questions et les réponses formulées ci-dessus aux paragraphes 6.1 et 6.2 de son dossier demande d’Autorisation Environnementale, le commissaire enquêteur considère que le maître d’ouvrage a FAVORABLEMENT répondu à l’ensemble des recommandations et remarques de l’Autorité Environnementale (MRAe) et du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN).**

***6.3 Sur le dossier***

À noter que l’étude d’impact présentée pour la demande d’Autorisation Environnementale est identique à celle présentée au cours de l’enquête préalable à la DUP.

La demande d’Autorisation Environnementale s’appuie sur la même étude d’impact dans le respect des codes et leurs articles qui sont assurés par les documents fournis.

Le dossier de demande d’Autorisation Environnementale se compose de :

Les pièces administratives ci-dessous sont communes aux deux demandes:

 1 registre d’enquête à destination de la mairie de Lubersac, siège de l’enquête, constitué de 16 pages reliées, numérotées de 1 à 16.

 1 copie de l’arrêté préfectoral en date du 15 mai 2023 prescrivant l’ouverture de l’enquête.

 1 copie de l’avis d’enquête en format A2

 1 copie de l’avis de l’autorité environnementale émanant de la Mission Régionale d’Autorité environnementale Nouvelle Aquitaine rendu le 12 mai 2023 relatif au dossier de demande d’autorisation environnementale.

 Les extraits des avis administratifs parus dans la presse : La Montagne dimanche, édition du 28 mai 2023 et du 18 juin 2023, la vie corrézienne édition du 26 mai 2023 et du 16 juin 2023.

Dossier d’enquête publique - autorisation environnementale

❶ Contenu du dossier d’enquête

❷ Informations juridiques et règlementaires – Avis émis sur le projet

❸ Pièces communes à l’autorisation environnementale

❹ Étude d’impact et annexes – 220 pages doubles

 Synthèse trafic

 Étude acoustique

❺ Dossier de demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées – 156 pages doubles

❻ Dossier loi sur l’eau et annexes – 132 pages doubles

 Étude « zones humides »

 Étude hydro biologique : le ruisseau de la Faucherie

 Réalisation d’un relevé des habitats piscicoles et des frayères : le ruisseau de la Faucherie

 Évaluation de l’équivalence fonctionnelle des zones humides et des mesures de compensation

❼ Dossier de demande d’autorisation défrichement – 16 pages

S’agissant du dossier technique, les chapitres et thèmes retenus sont facilement repérables grâce à un sommaire aussi détaillé que précis. Les tableaux, figures, clichés et graphiques sont de qualité mais d’une échelle pas toujours adaptée.

Ce dossier dense contient de nombreuses informations et développements nécessaires sur le volet loi sur l’eau ainsi que sur le volet de demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées.

De l’avis du commissaire enquêteur, la technicité des contenus traités dans ce dossier de présentation était compréhensible par tout public s’agissant notamment des enjeux présentés, cependant complexes mais explicites et relativement abordables.

Le dossier d’enquête constitué du projet de déviation du bourg de Lubersac proprement dit est conforme aux dispositions de l’article R.123-8 du code de l’environnement définissant l’ensemble des pièces constitutives du dossier.

***Avis du Commissaire enquêteur :***

**La compréhension du dossier présente peu de difficulté particulière pour un lecteur non-avisé. L’étude d’impact et la demande d’Autorisation Environnementale ont été particulièrement bien abordées.**

**À noter que le maître d’ouvrage a été amené à rédiger un mémoire en réponse aux observations de la MRAe ainsi qu’aux observations en réponse à l’avis du CNPN.**

**L’ensemble de ces éléments de réponses fournies enrichissent considérablement l’étude d’impact présentée au dossier et le commissaire enquêteur est amené à tenir compte des corrections et précisions apportées.**

**Le commissaire enquêteur conclut que le dossier de demande d’Autorisation Environnementale au titre loi sur l’eau et demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées à l’enquête publique a été en tout point totalement transparent comme évoqué précédemment pour celui de la DUP.**

**L’ensemble des thèmes abordés composant le dossier notamment les impacts du projet sur l’environnement, la faune, la flore, le paysage, la santé, la sécurité, aucun d’entre eux n’a été négligé.**

**À travers l’étude d’impact, le commissaire enquêteur a constaté que le maître d’ouvrage s’est attaché à étudier les interactions entre le projet de contournement, l’environnement et la santé.**

**Cette étude d’impact a permis d’appréhender au plus juste les conséquences futures d’un tel aménagement notamment sur l’environnement.**

**Les effets positifs et négatifs du projet sont clairement identifiés.**

**De son point de vue, aussi comme pour le dossier DUP, le commissaire enquêteur affirme que le dossier d’enquête du projet, sans carence apparente, d’une bonne qualité de présentation peut être qualifié de fiable.**

***6.4 Sur le volet loi sur l’eau***

Les principaux impacts directs et indirects paraissent correctement identifiés dans le dossier. Ils sont clairement explicites et détaillés à l’aide de croquis et clichés couleurs qui montrent avec précision les situations avant et après projet.

En effet, le projet s’inscrit au sein du bassin versant du ruisseau de la Faucherie, affluent de l’Auvézère. La superficie du bassin versant intercepté par le projet est de 319 ha.

Le projet étant soumis à autorisation au titre de la rubrique 3.31.0 de l’article R.214-1 du code de l’environnement (police de l’eau), la séquence ERC doit être mise en œuvre.

Ainsi après application des mesures d’évitement et de réduction, il reste 13 544 m2 d’impacts résiduels sur les zones humides.

Le Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne 2022-2027, au titre de la compensation de la perte de zones humides, prévoit un ratio de compensation de 150% de la surface perdue afin de retrouver un niveau de fonctionnalité équivalent. La surface minimale de compensation sera donc de l’ordre de 20 316 m2.

À noter que préalablement à la procédure d’Autorisation Environnementale, l’avis de l’Office Française de la Biodiversité (OFB) sur la mesure de compensation a été requis.

Les sites de compensation ont été recensés par le maître d’ouvrage qui a missionné à cet effet le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Nouvelle Aquitaine.

La méthode d’évaluation utilisée pour dimensionner les mesures de compensation et évaluer leur équivalence fonctionnelle est une combinaison d’une méthode quantitative (la Méthode Nationale d’Évaluation des Fonctionnalités des zones humides) et d’un argumentaire qualitatif (« dire d’expert ») et sur l’expérience de terrain de l’écologue.

***Avis du Commissaire enquêteur :***

**Compte-tenu du choix de cette variante 2, le département se trouve confronté aux mesures d’Évitement, Réduction, Compensation (ERC) de la zone humide, ce qui indirectement fait monter le niveau d’exigence du dossier en matière environnementale.**

**S’agissant de l’épineux problème de la compensation, le commissaire enquêteur note que le dialogue a bien fonctionné, ainsi lors de la concertation avec le CEN, le Conseil Départemental de la Corrèze et BKM, plusieurs parcelles pouvant faire l’objet de mesures correctives ont été sélectionnées dans l’éventualité où les mesures compensatoires seraient insuffisantes pour atteindre l’équivalence fonctionnelle.**

**Les mesures sont : la commune de Lubersac, pour une surface de zones humides restaurée de 5 600 m2 et l’indivision BESSE pour une surface de zone humide restaurée de 1 900 m2.**

**Dans le cas du projet de déviation du bourg de Lubersac, la réparation semble avoir été étudiée et pour mener le projet à son terme, le département a pris soin de s’appuyer sur la mutualisation des compétences de spécialistes en restauration de milieux naturels.**

**L’efficacité des mesures envisagées sera évaluée via un suivi appliqué à l’évolution des ruisseaux et des zones humides à l’inventaire floristique et pédologique.**

**Enfin, il est important de signaler que le diagnostic des fonctions indique après la mise en œuvre des mesures compensatoires :**

** Un niveau de fonctionnalité moyen à fort pour les fonctions hydrologiques**

** Un niveau de fonctionnalité moyen à fort pour les fonctions biogéochimiques**

** Un niveau de fonctionnalité fort pour les fonctions biologiques.**

**Presque toutes les fonctionnalités sont améliorées par les mesures compensatoires. Cela a un impact global positif sur l’ensemble du système humide.**

***6.5 Sur le volet dérogation aux mesures de protection des espèces protégées***

L’étude d’impact (document 4) ayant servi de référence à la demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées a démontré que le projet ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle.

Certaines espèces d’amphibiens, de reptiles, d’oiseaux ou de mammifères sont cependant susceptibles d’être impactées par le projet d’où la nécessité de demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées et de leurs habitats.

Le dossier de demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées est constitué des pièces suivantes :

 Le Cerfa, demande de dérogation pour la destruction, l’altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d’aires de repos d’animaux et d’espèces animales protégées n°13 614\*01

 Le Cerfa, demande de dérogation pour la capture ou l’enlèvement d’espèces protégées n° 13 616\*01

 Le contexte juridique du dossier de demande de dérogation

 L’état initial

 L’analyse des effets du projet sur l’environnement

 Les mesures ERC et du suivi

 Les annexes

Le projet de déviation du bourg de Lubersac est concerné par la demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées, volets faune et flore, principalement pour les impacts concernant la destruction d’habitats, la destruction et le déplacement d’individus et la perturbation intentionnelle de tous ces groupes.

Les inventaires réalisés au cours de la période 2017/2019 ont permis de caractériser les enjeux pour chaque groupe faunistique et floristique.

L’état initial de l’environnement recense les enjeux identifiés suivants :

 Moyen à faible pour les milieux naturels

 Faible pour la flore

 Moyen pour les habitats

 Fort pour les zones humides

 Fort pour les invertébrés

 Moyen pour les amphibiens

 Fort pour le sonneur à ventre jaune

 Moyen à faible pour les reptiles

 Très faible pour l’avifaune

 Faible pour les mammifères terrestres et semi-aquatiques

 Faible pour les chiroptères

 Fort pour les lépidoptères

 Moyen à faible pour les insectes

***Avis du Commissaire enquêteur :***

**Le commissaire enquêteur est d’avis qu’il ne fait aucun doute que des surfaces de compensation minimales sont nécessaires par type de milieu :**

** Boisement de feuillus : 7.62 ha**

** Milieux ouverts et semi-ouverts (prairies, landes, fourrés, lisières) : 16.80 ha**

** Haies : 1 ha**

** Prairies humides : 1 200 m2**

** Fossés temporaires : 750 ml (sonneur à ventre jaune)**

** Réseau de mares : 1**

**Aussi le travail mené par le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Nouvelle Aquitaine a permis d’aboutir à une surface totale maîtrisée de 51.80 ha répartie en 3 ensembles géographiques (déjà énuméré page 9 de ce document).**

**Bien qu’aucun habitat de reproduction pour les amphibiens ne soit altéré, le maître d’ouvrage envisage en outre de pérenniser l’utilisation du secteur par les espèces observées via la création d’une mare s’insérant dans le cadre des mesures compensatoires mises en place pour la destruction des zones humides.**

**L’installation de passage à faune à destination des mammifères terrestres est une mesure appelée à réduire les risques de collisions permanents ou temporaires.**

**Les délaissés agricoles seront gérés de manière à accueillir la biodiversité.**

**Les transparences écologiques seront rétablies, ainsi l’étude montre que le projet de déviation du bourg de Lubersac est jugé compatible avec les orientations du SRCE Limousin.**

**Le commissaire enquêteur est d’avis que le dossier de demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées est judicieusement présenté.**

**Les tenants et les aboutissants de la demande de dérogation sont rapidement identifiés grâce au sommaire idéalement détaillé.**

**Aucun commentaire critique n’a été enregistré par le commissaire enquêteur concernant la qualité de ce dossier.**

**L’examen de ce dossier montre que tous les aspects ont été abordés.**

**Les mesures proposées permettent objectivement de penser que les impacts sur la faune et sur la flore seront faibles à nuls.**

**7- LES OBSERVATIONS**

La participation à l’enquête publique a été correcte compte-tenu de l’enjeu, le nombre de dépositions en témoigne.

On aurait pu imaginer une plus forte mobilisation pour ce projet d’enjeu territorial mais c’est vraisemblablement dû à l’ancienneté du projet et à l’étalement de la phase de concertations et d’informations du public qui se sont tenues sur une période allant de 2017 à 2020, organisées par le Conseil Départemental de la Corrèze et qui en est probablement l’une des raisons.

Enfin, il est à prendre également en compte que sur les 63 parcelles concernées par l’emprise du projet, déjà le Conseil Départemental de la Corrèze a obtenu l’accord des propriétaires de 62 d’entre elles.

Cependant il convient de noter que même avec une parfaite acceptabilité du projet dans son ensemble pour le contournement du bourg de Lubersac des points particuliers ont été évoqués par des riverains qui ont fait valoir leur point de vue et une appréhension légitime est apparue chez certains d’entre eux.

Concernant l’enquête unique le registre version papier a enregistré au total 30 observations, mais il s’est agi majoritairement d’entretiens personnels relativement longs, nécessaires au motif qu’une analyse au cas par cas s’avérait presque toujours indispensable compte-tenu du volume du dossier de présentation.

Plusieurs entretiens oraux de personnes ayant besoin d’être rassurées ont eu lieu aussi sans pour autant donner lieu à des contributions écrites.

Par ailleurs, le commissaire enquêteur n’a été soumis à aucune pression d’aucune sorte au cours de ces permanences et après vérifications, n’a jamais constaté de pièces manquantes au dossier d’enquête, ni d’affiches enlevées ou détériorées sur tout le long du site du projet, ce qui témoigne globalement d’un climat local favorable. Aucun incident n’est venu contrarier le bon déroulement de l’enquête publique.

Les compléments d’informations fournis par le porteur de projet, extraits de mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse sont repris fidèlement par le commissaire enquêteur.

***Les avis du commissaire enquêteur à chaque réponse du Conseil Départemental de la Corrèze suite aux observations du public relevant de l’Autorité Environnementale***

*Appelé à se prononcer sur les observations recueillies durant l’enquête publique et sur les solutions apportées par le mémoire en réponse du maître d’ouvrage en date du 25 juillet 2023, le commissaire enquêteur considère:*

**Observation 3 : Sébastien LACHAUD, La Rougerie - 19120 Lubersac** A souhaité visualiser le plan global du projet et cela l’amène à s’étonner qu’il ne soit pas prévu de bassin de rétention entre le giratoire de la RD 902 et l’étang de Monsieur GUINDRE. Il est favorable au projet de déviation du bourg de Lubersac.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*S'agissant de la remarque sur l'absence de bassin de rétention en amont de l'étang de Mr GUINDRE, la réponse est apportée à l'observation similaire n°6 énoncée par Mr Guindre lui-même.*

*Le maître d'ouvrage prend note par ailleurs de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

**Observation 6 : Michel GUINDRE, impasse de la Faucherie - 19120 Lubersac**

Est surpris qu’il n’y ait pas de bassin de rétention en amont de son étang qui prend sa source tout le long du tracé de la déviation. De plus, il est inquiet pour l’éventuelle nécessité de miner à proximité de son étang ce qui pourrait déstabiliser la chaussée qui date d’avant Napoléon.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Les mesures de protection du cours d'eau par la mise en place de bassins de rétention, avait été demandées par la DDT sur la partie ouest du tracé, compte tenu de la proximité immédiate des rejets des eaux de chaussées vers le ruisseau de la Faucherie.*

*Dans sa partie Est, les eaux de chaussées transitent préalablement par un fossé enherbé, assurant un abattement de la pollution chronique avant d'atteindre le ruisseau de la Faucherie, et l'étang de Mr Guindre.*

*Pour autant, le Maître d'ouvrage va étudier la modification du système d'assainissement entre le giratoire de la RD902 et l'étang, afin d'apporter une protection supplémentaire au réseau hydraulique le long de la partie Est du tracé, selon une configuration du système d'assainissement similaire à celle prévue en partie Ouest.*

*S'agissant des inquiétudes du riverain sur d'éventuels travaux de minage, les reconnaissances géotechniques réalisées à différents endroits du tracé font globalement état de blocs de matériaux altérés ou déstructurés. Malgré la présence de quelques passages localisés plus compacts, l'utilisation d'engins classiques de terrassements devraient permettre l'extraction des matériaux. En cas de nécessité toutefois, les engins brise roche seront privilégiés par rapport aux opérations de minage, et en cas de besoin impératif de minage, des constats avant et après travaux seront quoiqu'il en soit réalisés afin de déterminer d'éventuels dégâts.*

***Avis du commissaire enquêteur  sur la réponse du maître d’ouvrage n°3 et 6 :***

***Le commissaire enquêteur note que ces 2 contributeurs, bien que favorables au projet de déviation et approuvant le tracé, font part de leur étonnement quant au fait qu’il ne soit pas prévu de bassin de rétention ou sur toute la partie Est qui va du giratoire de la RD 902 jusqu’à l’étang de Monsieur Guindre.***

***À ces deux observations, le maître d’ouvrage se montre ouvert à cette remarque et s’engage à étudier la modification du système d’assainissement entre le giratoire de la RD 902 et l’étang.***

***Le commissaire enquêteur constate que le maître d’ouvrage est particulièrement attentionné aux risques de pollution qui pourraient advenir sur cette zone qui communique avec l’étang de Monsieur Guindre, lequel se déverse en aval dans le plan d’eau municipal de la Vézénie.***

***De plus concernant l’observation n°6, suite à la remarque liée à l’éventuelle nécessité de miner à proximité de l’étang, le maître d’ouvrage apporte toutes les explications en ce qui concernent les différents types d’engins susceptibles d’être utilisés.***

***Le commissaire enquêteur note que le maître d’ouvrage apporte toutes les garanties suite à cette inquiétude certes légitime et formulée de façon constructive.***

**Observation 5 : Roger et Marie Claude CHAUVIN, lotissement la Faucherie basse, 3 route de Saint Pardoux - 19120 Lubersac**

Ils rappellent qu’ils interviennent à titre personnel. Ils sont favorables à l’instauration d’une déviation à Lubersac toutefois ils souhaitent garder pour le lotissement le caractère paisible ainsi que le maintien de la valeur du patrimoine. Pour cette raison, ils demandent à ce que le tracé de la déviation soit le plus éloigné possible du lotissement. Ils demandent que soit contourné le bois pour le préserver intégralement (bois faisant face au lotissement). Ils ne comprennent pas la mise en place d’une bretelle venant vers la piscine, ils n’en voient pas l’utilité (bretelle de raccordement à la RD 148). Concernant l’emplacement choisi pour la caserne des pompiers face au début du lotissement sur la RD 148, cela ne leur apparaît pas approprié. En effet les intervenants, les sapeurs-pompiers devraient ainsi passer devant l’école, le collège, le terrain de foot, le gymnase, le camping, la piscine et le plan d’eau.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*La majeure partie du boisement a précisément été préservée volontairement entre la déviation et le lotissement, afin de maintenir autant que possible le visuel existant depuis le lotissement.*

*La bretelle de raccordement va précisément permettre de transférer le flux des véhicules venant de la déviation et de Saint-Pardoux, vers le centre bourg, sans avoir à passer par le tronçon de la RD148 situé juste le long du lotissement, préservant ainsi celui-ci de l'essentiel du trafic actuel de la RD148, et futur de la déviation.*

*Le projet de Centre de secours est indépendant du projet de la déviation.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage :***

***Le maître d’ouvrage confirme que la majeure partie du boisement sera bien préservée volontairement entre la déviation et le lotissement.***

***Le commissaire enquêteur prend acte et confirme que cela apparaît de façon significative sur les plans contenus dans le dossier d’enquête présenté au public.***

**Observation 9 : Cyril PLAS et Marion NADIRAS, 385 impasse de la Rougerie - 19120 Lubersac**

Souhaitent être protégés des impacts visuels et sonores que peuvent engendrer la déviation (protection végétale, talus, arbres). Ils observent sur le giratoire de la RD 902 une amorce de bretelle pour l’accès à la future extension de la zone artisanale de Touvent qui va engendrer pour eux de la gêne de toute nature et espèrent trouver une compensation sur les préjudices occasionnés.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*La déviation est, au droit de la Rougerie, en profil rasant, ce qui limitera l'impact visuel. Par ailleurs, les massifs boisés situés le long des emprises de la déviation seront préservés, créant ainsi un masque visuel entre les habitations de la Rougerie et la déviation.*

*L'amorce de bretelle sera effectivement réalisée dans le cadre des travaux de la déviation, afin de ne pas avoir à modifier le giratoire par la suite, mais le projet qui se raccordera à cette amorce n'est pas de la compétence du Département.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Le commissaire enquêteur prend acte que le maître d’ouvrage confirme que la déviation au droit de la Rougerie sera réalisée en profil rasant, que les massifs boisés seront préservés, ce qui créera un masque visuel.***

***Observation 10 : M et Mme DARFEUILLE Patrick, 7 rue de la Vézénie - 19210 Lubersac***

Comprennent qu’une déviation est nécessaire et utile pour le bourg mais arranger le centre-bourg pour venir perturber un lotissement calme, est-ce la solution ? Éviter les nuisances sonores, visuelles qui impactent les habitants devant mais ne pas oublier surtout ceux de derrière avec les résonnances et les pollutions. De plus ils s’interrogent sur l’implantation de la caserne qui va perturber le bel aménagement fait pour le plan d’eau qui aujourd’hui profite à beaucoup de monde. Il serait nécessaire de trouver un terrain plus facile d’accès pour les différentes interventions et ceci serait sans risque pour le complexe sportif.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Les nuisances subies par les riverains du centre bourg, sont sans commune mesures par rapport à celles qui seront induites par le projet de la déviation tel que retenu, qui fait suite à plusieurs concertations publiques en amont du choix du tracé.*

*Le projet du centre de secours n'est pas de la compétence du département et est totalement indépendant du projet de la déviation.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage :***

***Le maître d’ouvrage met en parallèle les nuisances actuelles subies par les habitants du centre-bourg avec celles que les habitants du lotissement de la Faucherie craignent et précise qu’elles sont sans commune mesure par rapport à celles qui pourraient être induites ou perceptibles du lotissement.***

***Le commissaire enquêteur est du même avis que le maître d’ouvrage.***

***Quant au projet de centre de secours, très souvent évoqué, le commissaire enquêteur rappelle qu’il n’est pas intégré au projet présenté à l’enquête publique.***

**Observation 11 : Dominique ROUCOUX, 14 rue Saint-Jean 19120 - Lubersac**

Précise que la nécessité d’une déviation ne souffre pas, à ses yeux, de discussion.

Il habite rue Saint-Jean avant le tournant où s’opère un rétrécissement sans visibilité ; la circulation des piétons sur les trottoirs est très souvent dangereuse du fait que les véhicules ne peuvent pas se croiser. De plus, les nuisances phoniques, la pollution, les dangers dus au mépris ou à l’indifférence vis-à-vis des piétons leur rendent une vie impossible. Rappelle que le maire est responsable de la sécurité et de la salubrité publique et qu’il ne comprend pas qu’une circulation alternée ne soit pas mise en place en attendant l’aménagement du projet de déviation ce qui aurait pour effet de rendre la vie des riverains plus sûre malgré les courriers adressés à Monsieur le Maire de Lubersac restés systématiquement sans réponse. Rappelle qu’un essai avait eu lieu avec la précédente municipalité.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le maître d'ouvrage prend note de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

*S'agissant des aménagements en agglomération, ils sont de la compétence de la mairie.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage :***

***Le commissaire enquêteur note que cette contribution d’un habitant de la rue Saint-Jean, reflète parfaitement l’ensemble des désagréments de tous ordres subis par les riverains de cette rue.***

***Le commissaire enquêteur prend acte de la volonté du département de la Corrèze de mettre fin à une telle situation en prévoyant d’engager la réalisation de la déviation du bourg de Lubersac dans les meilleurs délais.***

**Observation 19 : Monsieur Fabrice BARGERIE, 1671 route de Lubersac, la Louvie – 19210 Saint-Pardoux Corbier**

En tant que citoyen habitant à Saint-Pardoux Corbier, propose la création d’un rond-point permettant l’accès à la déviation, à la RD 148, desservant le hameau de la Faucherie, le hameau de Bourbouloux/Chapouloux et le lotissement de la Faucherie (si cela n’est pas souhaité, accès seulement à sens unique pour sortir du lotissement sans y entrer). Dans son courrier, il détaille la dangerosité d’un carrefour à plat qui serait particulièrement accidentogène et qu’il serait difficile pour les poids lourds de tourner à gauche de par leur vitesse. Le rond-point coupera la vitesse et facilitera les entrées et les sorties des véhicules lents et à forte inertie (tracteurs avec remorque). Le bruit sera limité si le rond-point est large car cela oblige les véhicules à ralentir. De plus au niveau financier même si un rond-point serait d’un coût de 300 000 € au regard d’un projet de 13.2 M€ cela ne représenterait qu’une hausse de 2.27%, et ce montant serait vite amorti au regard de l’indemnisation de victimes d’accident à cette intersection. Il rappelle qu’au moins 2 bus scolaires et plusieurs personnes âgées empruntent quotidiennement la RD 148 pour se rendre à Lubersac. Anticiper la construction de ce rond-point dès à présent serait une bonne initiative sachant que le foncier est déjà propriété du département. Cette route n’étant pas baptisée, il propose que d’ors et déjà on lui attribue le nom de Jean Pierre DECAIE au regard de son œuvre pour la commune de Lubersac, pour le canton et son engagement pour la réalisation de cette route. En tant que propriétaire et agriculteur impacté par la déviation, il sollicite à nouveau officiellement le département de la Corrèze et la commune de Lubersac pour pouvoir reconstituer ses surfaces perdues en vue de maintenir une activité agricole équivalente. Comme vu avec Monsieur TOTARO, il souhaite demander la possibilité de couper les chênes le long de sa parcelle BI n°6 et le long du chemin public, cela lui a été accordé oralement par Monsieur Philippe LAUB. Cette demande va dans le sens de la politique du département qui a encouragé l’élagage et l’abattage afin d’améliorer la sécurité routière et protéger les chaussées. Il remarque que le reliquat de sa parcelle n°18 (sous forme de triangle) a vocation à être boisée et que cela ne lui a pas été signifié et qu’il souhaite en savoir plus. Enfin il relève que le projet génère un excédent de 33 000 m3 de déblais et il sollicite l’octroi de quelques camions de terre végétale pour combler des dépressions de terrain sur le site et sur d’autres îlots de sa ferme ainsi que quelques camions de tuf pour reniveler les sols de ses bâtiments d’élevage.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*S'agissant de la gestion du carrefour de la RD148, se référer à la réponse à l'observation n°8, et à celle relative aux commentaires du commissaire enquêteur sur cette thématique.*

*S'agissant de la compensation agricole, celle-ci a été gérée financièrement, compte tenu des difficultés relatives aux disponibilités foncières agricoles sur la commune, pour pouvoir compenser dans le cadre des négociations foncières, par la reconstitution des surfaces perdues.*

*S'agissant des déboisements sollicités :*

* *Compte tenu du maintien des arbres sur les parcelles de Mr Bargerie vendues à la commune, indépendamment du projet de la déviation, permettant ainsi de ne pas perturber l'aspect visuel existant depuis le lotissement de la Faucherie, les quelques arbres situés sur la parcelle BI n°6, pourront être coupés et conservés par Mr Bargerie, sous réserve de l'accord de la DDT, pour intégrer ce défrichement complémentaire à l'autorisation de défrichement,*
* *Concernant le reliquat de la parcelle n°18, il est proposé de le céder à Mr Bargerie en l'état.*

*S'agissant de la disponibilité de matériaux, le maître d'ouvrage précise que le projet reste globalement déficitaire en matériaux, ce qui signifie que tous les matériaux conformes pour la réalisation des remblais seront utilisés pour les besoins du chantier. Il est par conséquent erroné d'indiquer que le projet génère des excédents de déblais, puisqu'il s'agit en réalité de matériaux non réutilisables. Il ne s'agira en particulier pas de matériaux traficables par tout temps après mise en œuvre. Ceux-ci seront pour partie mis en dépôts recensés à proximité du tracé, et pour le reste, évacués par l'entreprise, vers des sites et dans des conditions qui seront proposés lors de la période de préparation du chantier. De ce fait, aucun engagement ne peut être pris à ce stade, quant à la destination des matériaux impropres à la mise en remblais, et il s'agira quoiqu'il en soit, d'une prestation d'évacuation pour mise en dépôt de matériaux non réutilisables, sans autre considération de mises en œuvre particulières.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***En complément des réponses déjà formulées à ce propriétaire exploitant dans le dossier avis et conclusions de la DUP, le commissaire enquêteur note que pour la demande de déboisement des arbres situés sur la parcelle BI n°6, le maître d’ouvrage est favorable sous réserve de l’accord de la DDT pour intégrer ce défrichement complémentaire à la demande d’autorisation de déboisement en cours.***

***Quant à la demande complémentaire de se voir attribuer des déblais (terre végétale et autres), le commissaire enquêteur prend acte que cela sera négocié directement entre l’exploitant agricole et le responsable du suivi du chantier pour le compte du Conseil Départemental de la Corrèze.***

**Observation 21 : Monsieur Jean-Pierre LOUBRIAT, 1251 route de Chabanas - 19210 Lubersac**

Souhaite que les écrans végétaux existants soient maintenus voire augmentés. Concernant le bruit il note que les mesures effectuées par VENATECH relèvent chez lui 45 Db le jour et 35 Db la nuit, or avec la déviation il précise qu’il va pouvoir, sans rien dire, accepter jusqu’à 60 Db (la loi le permettant). Souhaite que le giratoire soit repoussé encore vers Uzerche ce qui l’éloignerait de son domicile et éviterait la première courbe de la voie nouvelle et cela engendrerait moins d’impact sur la végétation existante. Relève une grande inquiétude pour lui-même et ses enfants désormais propriétaires de la maison ; la 4ème sortie du giratoire ne le met pas à l’abri de nuisances futures. Précise que pour se rendre à la Rougerie d’autres solutions existent. Met en exergue la dévalorisation de ses biens immobiliers ce qui est une évidence pour lui. Il affirme que l’acquisition de parcelles par le département pour compenser l’impact écologique est un mensonge, une mascarade. Les terrains détruits ne seront jamais rétablis, rajoute-t-il.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Les boisements et la végétation seront pour l'essentiel supprimés uniquement au droit de l'emprise des ouvrages à réaliser. Au-delà, les massifs seront maintenus, y compris sur des secteurs dont les parcelles ont été acquises par le département. Par ailleurs, des plantations complémentaires seront mises en œuvre le long du tracé, afin de reconstituer les lisières détruites, et les habitats naturels pour l'avifaune notamment.*

*Le positionnement du raccordement à la RD902 n'avait pas été retenu lors des précédentes études de variantes, compte tenu de l'impact sur l'environnement et l'agriculture, ce déplacement n'est pas envisagé.*

Concernant le commentaire sur l'impact écologique, le maitre d'ouvrage précise que c*e sont comme indiqué dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, 38 ha de surfaces qui seront consacrés aux mesures compensatoires, pour environ 20 ha d'emprises concernés par le projet, dont une grande partie restera par ailleurs végétalisée dans les emprises. On ne peut pas dans ces conditions parler de mensonge ou de mascarade concernant les efforts entrepris pour minimiser, préserver, voire améliorer la biodiversité.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***En complément des réponses apportées dans le dossier avis et conclusions de la DUP, le commissaire enquêteur prend acte de la confirmation du maître d’ouvrage concernant le maintien des massifs sur les parcelles acquises par le département de la Corrèze.***

***De même il est précisé que des plantations complémentaires seront réalisées le long du tracé, telles qu’elles apparaissent sur les plans contenus dans le dossier d’enquête publique.***

***Quant à l’impact écologique évoqué, le commissaire enquêteur confirme que les mesures compensatoires prévues sont en tout point conformes à la règlementation en vigueur.***

***Au vue de l’ensemble des éléments du dossier, le commissaire enquêteur atteste de la sincérité du Conseil Départemental de la Corrèze dans ses actions en faveur de la préservation voire même de l’amélioration de la biodiversité.***

**Observation 30 : Mail de Monsieur PROST Daniel - 19210 Lubersac**

Alors que la commune de Lubersac lance un PLU, dont le but est de répondre aux aspirations des habitants, il porte à la connaissance du commissaire enquêteur que l’environnement du lotissement du Verdier est déjà préoccupant à cause des nuisances sonores générées par les installations de l’usine Valade de jour comme de nuit et qui n’ont fait que croître avec ces dernières années suite aux multiples extensions de bâtiments. Précise que le projet va rajouter de nouvelles nuisances sonores, visuelles et des pollutions atmosphériques. A constaté à plusieurs reprises que déjà l’agriculteur résidant dans le haut du coteau au sud du Verdier à 500 mètres de son habitation fait du bruit avec le moteur de son tracteur comme s’il se trouvait très près de chez lui lorsqu’il travaille à flanc de coteau. Tout cela est dû au fait que le versant du coteau joue le rôle d’écran réfléchissant qui renvoie le bruit vers le haut du lotissement du Verdier où il habite. Il rappelle que la société VENATECH Ingénierie indique qu’il n’y aura aucun impact sonore au niveau de son habitation, cela lui pose question. C’est pour cette raison qu’il propose de déplacer le tracé de la déviation plus au sud, accompagné d’un plan. Enfin concernant la demande de dérogation de destruction et déplacement d’espèces protégées du code de l’environnement, elle est difficilement acceptable au moment où la préservation de l’environnement est très importante.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Concernant les nuisances sonores, l'étude VENATECH détaille les niveaux sonores dans la situation actuelle, qui peuvent être comparés aux niveaux sonores liés à la contribution du projet seul. Ces derniers font état selon les secteurs, d'ambiances sonores peu éloignées, voire dans certains cas d'impact inférieur à celui induit par la situation actuelle, et dans tous les cas se situent à des niveaux inférieurs aux seuils réglementaires.*

*S'agissant de la préservation de l'environnement, la demande de dérogation évoquée est précisément destinée à apporter les garanties nécessaires de la bonne prise en compte des impacts et des mesures associées. Les réponses ci-dessous aux observations du commissaire enquêteur sur ce volet, permettent d'apporter un éclairage complémentaire quant à ces questionnements.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage :***

***Après avoir porté une grande attention à l’étude VENATECH laquelle est particulièrement précise et détaillée, le commissaire enquêteur confirme qu’en tous lieux et à tous les moments, les niveaux sonores se situent à des niveaux inférieurs aux seuils règlementaires.***

***Quant au volet préservation de l’environnement, une réponse détaillée est apportée dans les réponses aux observations formulées par le commissaire enquêteur.***

***Les avis du commissaire enquêteur à chaque réponse du maître d’ouvrage suite à ses questions et à ses observations relevant de l’Autorité Environnementale***

 Sur toute la zone située entre le giratoire de la RD 902 et l’étang de Monsieur GUINDRE, lequel communique avec le plan d’eau de la Vézénie, il n’est pas prévu d’ouvrage de rétention, n’y a-t-il pas là un risque de pollution qui pourrait éventuellement se répandre jusqu’au plan d’eau communal ?

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le recueil des eaux sur cette partie du tracé, dans des fossés enherbés avant rejet dans le ruisseau de la Faucherie, permet d'assurer un abattement significatif de la pollution chronique.*

*Pour autant, pour les raisons évoquées en réponse à l'observation n°6 de Mr Guindre, le maître d'ouvrage va prendre en compte une modification du système d'assainissement entre le giratoire de la RD902 et l'étang de Monsieur Guindre, afin d'apporter une protection supplémentaire au réseau hydraulique le long de la partie Est du tracé, selon une configuration de l'assainissement similaire à celle prévue en partie Ouest, avec en particulier, une séparation du recueil des eaux de bassin versant et des eaux de plateforme de chaussée, et un transit de ces dernières dans un bassin de rétention avant rejet dans le ruisseau de la Faucherie, apportant de fait également une protection accrue des plans d'eau de Mr Guindre et de la Vézénie.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage :***

***Le commissaire enquêteur note avec satisfaction que pour ce qui est du recueil des eaux pluviales sur la partie du tracé située entre le giratoire de la RD 902 et l’étang de Monsieur Guindre, bien que des fossés enherbés soient prévus, le maître d’ouvrage étudie l’hypothèse d’une protection supplémentaire sous la forme d’un ouvrage de rétention.***

***En effet, le commissaire enquêteur a émis une interrogation à ce sujet compte-tenu que le ruisseau de la Faucherie prend sa source dans cette zone, ensuite se jette dans l’étang de Monsieur Guindre, lequel communique avec le plan d’eau de la Vézénie, qu’il convient de protéger des risques éventuels de pollutions accidentelles ou autres.***

 Tant l’avis de la MRAe et plus encore celui du CNPN soulèvent des interrogations voire des inquiétudes quant à la protection de la faune et de la flore pendant les travaux certes mais aussi sur leur rétablissement après les travaux. Il est vrai que ce projet prévoit la destruction d’éléments naturels boisés et humides abritant une faune diversifiée, il en est de même pour la flore. Le commissaire enquêteur a bien noté les mesures compensatoires prévues au terme de la construction des aménagements routiers, consistant à recréer des zones humides et des zones boisées à proximité des secteurs détruits par les travaux, cependant il s’interroge sur la temporalité des évènements de destruction et des actions visant à recréer des lieux d’habitat pour la faune. En théorie, il serait nécessaire que la faune délogée de son lieu de vie trouve immédiatement refuge à proximité ; est-ce le cas, quelles dispositions sont envisagées?

Des contrôles pourraient-ils être effectués et à quelle fréquence afin de bien s’assurer de l’efficacité des mesures d’évitement et de protection prévues sur ce type de projets ? En effet ces mesures et suivis réguliers seraient bien de nature à s’assurer de la préservation voire même du développement de la biodiversité aux abords d’un aménagement routier, situé sur un site riche en biodiversité, tel que celui du vallon de la Faucherie. Le commissaire enquêteur a bien noté que le maître d’ouvrage a prévu de conduire ce projet avec l’appui d’une équipe d’écologues spécialisés. Le porteur de projet peut-il apporter des compléments d’informations face à ces interrogations qui lui paraissent légitimes ?

*Réponse du maître d'ouvrage :*

* *S'agissant des intervenant et des actions visant à compenser la destruction des habitats naturels, le maître d'ouvrage s'est entouré de spécialistes de l'environnement et de l'écologie, à travers :*
* *Les différents bureaux d'études spécialisés qui ont œuvré tout au long de l'étude du projet, pour l'établissement des inventaires de l'état initial et pour la définition des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation,*
* *Le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN), pour le choix des sites de compensation, les diagnostics écologiques sur ces sites, la définition des mesures environnementales à mettre en place par site et par type de milieux, l'établissement des plans de gestion et le suivi des mesures écologiques, visant à assurer leur pérennité sur le long terme,*
* *Un bureau d'écologues spécialisés, faisant intervenir différents experts de la faune et de la flore présentes sur le projet de Lubersac (herpétologue, chiroptérologue, ornithologue, mammologiste, botaniste…), interviendra en tant qu'assistant écologue auprès du maître d'ouvrage en amont du lancement des travaux, pendant toute la durée des travaux, et pendant les premières années qui suivront la mise en service de l'infrastructure routière.*
* *En termes de temporalité, le plan de gestion des sites de compensation sera disponible d'ici fin d'année, afin de pouvoir déployer en suivant les mesures nécessaires à la restauration ou la création des habitats de compensation sur les 38 hectares dédiés à cet effet, dont le maître d'ouvrage a dès à présent la maitrise foncière sur 30 hectares, et gèrera les 8 autres hectares par le biais d'une convention à clauses environnementales.*

*Par ailleurs, sur le site même du projet, l'assistant écologue aura en charge de s'assurer de l'absence d'espèces ou de leur capture et leur déplacement, en amont des premiers travaux, vers des habitats créés dans les emprises du projet ou à proximité. Des mises en défens, c'est-à-dire des protections physiques destinées à délimiter et à préserver les zones sensibles, seront mises en place avant le lancement des travaux.*

*La préservation de la biodiversité concernera bien évidemment également les milieux aquatiques, avec au besoin les pêches de sauvegarde en amont des travaux.*

* *En termes de suivi, la fréquence des contrôles par l'assistant écologue sera variable en fonction des enjeux environnementaux tout au long du chantier : hebdomadaire à bimensuelle, avec une présence plus marquée lors des phases de terrassements, et moindres lors des derniers travaux de chaussées par exemple. En parallèle, un référent environnemental présent au sein des entreprises travaux, aura en charge de s'assurer de façon permanente de la bonne application des mesures de protection de l'environnement.*

*Ces visites de contrôle seront systématiquement formalisées, et permettront d'apporter les mesures correctives éventuelles.*

*Ce suivi perdurera après la mise en service, à fréquence plutôt mensuelle, afin d'établir les inventaires d'espèces après travaux, et les bilans écologiques annuels, qui seront définis dans le cadre de l'arrêté préfectoral.*

* *A titre d'exemple, le maître d'ouvrage peut citer la gestion environnementale et écologique qui a été mise en place dans le cadre du précédent projet d'envergure de la déviation de Malemort, dans le respect des arrêtés :*
* *Des interventions régulières ont fait l'objet de comptes-rendus de visites de l'assistant écologue ou des référents environnement des entreprises, tout au long du chantier, avec inventaire des espèces présentes, état des lieux et vérification de l'efficacité des mesures de préservation mise en place, description des mesures correctives sollicitées et des actions en réponse, etc. L'ensemble des mesures et comptes-rendus avait donné lieu à une synthèse globale du suivi environnementale et écologique en fin de chantier.*
* *Un premier bilan annuel écologique fin 2022, suite à une mise en service en mars 2022, a fait état d'un inventaire des différentes espèces aux abords immédiat de la nouvelle infrastructure, et démontre la présence des mêmes espèces (amphibiens, reptiles, oiseaux, loutre, …) que celles présentes avant travaux, voire certaines nouvelles espèces (triton, crapaud). Les fortes activités constatées pour certaines espèces témoignent d'une excellente occupation des nouveaux lieux d'habitats créés. L'état à mi-parcours du bilan 2023, fait par ailleurs dès à présent état de populations accrues par rapport à 2022, notamment pour les amphibiens.*

*S'agissant de la fréquence des bilans annuels sur Malemort, l'arrêté préfectoral avait défini un suivi annuel pendant les 3 premières années après la mise en service, puis un suivi tous les 5 ans sur 30 ans.*

*Les données recueillies tendent par conséquent à démontrer que les mesures d'évitement, de protection et de compensation mises en place sur ce projet, sont de nature à préserver et à développer la biodiversité aux abords des grands projets routiers menés par le Département, et c'est le même objectif que s'est fixé le maitre d'ouvrage concernant le projet de la déviation de Lubersac.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Concernant les interrogations, voire les inquiétudes évoquées dans les avis de la MRAe et du CNPN, dans le domaine de la protection de la biodiversité dans toutes ces formes, le commissaire enquêteur tient à mettre en évidence que le maître d’ouvrage, depuis le début des études et des investigations, s’entoure de toutes les compétences requises en la matière :***

*** Bureaux d’études spécialisées***

*** Le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Nouvelle Aquitaine à qui sont confiés le choix et les divers diagnostics écologiques de tous les sites.***

*** L’assistance d’un bureau d’écologues spécialisés dotés d’experts dans les différents domaines.***

*** L’élaboration d’un plan de gestion de ces différents sites de compensation qui sera communiquée à la fin de l’année.***

***Le commissaire enquêteur tient à souligner que sur les 38 ha dédiés à la compensation, pour 30 ha le maître d’ouvrage en a déjà la maîtrise foncière.***

*** L’assistant écologue assurera une présence et procèdera à des mesures dont la fréquence sera imposée par la temporalité des travaux.***

*** Un référent environnemental présent au sein des entreprises exercera lui aussi une mission de contrôle de la bonne application des mesures de protection de l’environnement.***

***Sur ce sujet éminemment important, le commissaire enquêteur, de nouveau souligne que ces différentes mesures sont de nature à répondre aux interrogations légitimes de la MRAe et du CNPN.***

***En effet, sur le projet de déviation de Malemort, le Conseil Départemental de la Corrèze a appliqué ces mêmes mesures et ceci dans le respect des dispositions définies dans le cadre de l’arrêté préfectoral.***

***Les résultats sont plus que probants dans la mesure où après le premier bilan annuel écologique réalisé fin 2022 et un deuxième à mi-parcours en 2023, les données recueillies permettent d’affirmer que non seulement la biodiversité a été préservée, mais qu’elle a même été développée pour certaines espèces.***

***Dans ce domaine, le commissaire enquêteur tient à souligner le sérieux avec lequel le maître d’ouvrage appréhende ces enjeux environnementaux, avec en permanence le souci de rechercher la meilleure adéquation entre les nécessaires aménagements à réaliser et la protection de la nature qui est un enjeu fort pour l’avenir de notre planète.***

**8- CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVÉ DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

Au regard de l’ensemble de ces éléments, le commissaire enquêteur constate que le projet s’est avéré relativement consensuel dans son ensemble.

Les réponses apportées par le maître d’ouvrage dans son mémoire en date du 25 juillet 2023 ont apporté des solutions aux questionnements et compléments d’informations suscités tant par les organismes consultés que par le public ayant participé à l’enquête.

De même il convient de préciser qu’aucune observation n’a été de nature à remettre en cause la régularité de l’enquête publique.

Le dossier examiné montre le sérieux de l’étude ; les mesures envisagées sont réalistes, atteignables, crédibles et témoignent encore s’il en était besoin que la conservation de la biodiversité reste bien au cœur des préoccupations du maître d’ouvrage.

Le commissaire enquêteur est d’avis que la demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées est parfaitement justifiée eu égard à l’ensemble des mesures proposées en matière de protection de la biodiversité.

Le commissaire enquêteur est d’avis que la demande de dérogations aux mesures de protection des espèces protégées est parfaitement justifiée eu égard à l’ensemble des mesures proposées en matière de protection de la biodiversité.

À l’issue de l’enquête publique d’une durée de 33 jours consécutifs, après avoir pris connaissance de l’ensemble du dossier d’enquête, visité plusieurs fois les lieux, rencontré Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Corrèze, les élus de la communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour, les représentant du maître d’ouvrage, élus et responsables en charge du projet, pris connaissance des avis des personnes consultées, ainsi que de la MRAe et du CNPN, pris note des observations et y avoir répondu, pris note du mémoire en réponse du maître d’ouvrage répondant aux observations du public et celles soulevées par le commissaire enquêteur via son procès-verbal de synthèse, le commissaire enquêteur formule l’avis général suivant :

**Vu :**

 Le dossier d’enquête complet et conforme à la règlementation tant par sa composition que son contenu.

 Le dossier mis à disposition du public en mairie de Lubersac pendant la durée prévue dans l’arrêté préfectoral,

 Les affichages aux formats A4 et A2 effectués correctement et maintenus pendant toute la durée de l’enquête.

 La publicité règlementaire effectuée dans les délais par voie de presse.

 La publicité complémentaire faite sur le site internet de la commune de Lubersac.

 Le dossier mis à la disposition du public sur le site internet de la Préfecture de la Corrèze.

 La mise en place du registre d’enquête papier coté et paraphé par le commissaire enquêteur en mairie de Lubersac.

 Les délais d’enquête publique respectés.

 Les 5 permanences régulièrement tenues.

 Les facilités données au public de s’informer et s’exprimer.

Il apparaît qu’aucun élément ne remette en cause la validité du déroulement de l’enquête publique.

Estimant sur la forme :

 Que le projet a été examiné par les services de l’État et qu’une demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées a été bien déposée.

 Que les conditions de déroulement de l’enquête publique ont été conformes à la règlementation en vigueur.

 Que plusieurs visites ont été effectuées par le commissaire enquêteur sur le site accueillant le projet ainsi que celles nécessitant des précisions complémentaires.

 La prise en compte de l’avis de l’Autorité Environnementale.

 La prise en compte des réponses du porteur de projet aux observations de l’Autorité Environnementale

 La prise en compte de l’avis du Conseil National de la Protection de la Nature.

 La prise en compte des réponses du porteur de projet aux observations du Conseil National de la Protection de la Nature.

 La prise en compte des délibérations du conseil municipal de la commune de Lubersac et celle du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour sur le projet DUP et sur la demande d’Autorisation Environnementale.

 La prise en compte du procès-verbal de synthèse remis en mains propres au maître d’ouvrage dans les délais impartis.

 La prise en compte du mémoire en réponse émanant du département de la Corrèze, maître d’ouvrage réceptionné dans les délais impartis.

Estimant sur le fond :

 Que selon l’autorité environnementale, le dossier de demande d’Autorisation Environnementale ne met pas en évidence à ce stade, d’éléments susceptibles de rendre difficile la réalisation du projet de déviation du bourg de Lubersac,

 Que selon le Conseil National de la Protection de la Nature, le dossier de demande d’Autorisation Environnementale ne répond pas en l’état à ses attentes. Le commissaire enquêteur estime que les compléments d’informations apportés par le maitre d’ouvrage sont de nature à répondre à ces attentes.

 Qu’aucune observation présentée ne soit de nature à remettre en cause la régularité de l’enquête publique,

 Que les impacts sur l’environnement notamment sur l’eau, la faune, la flore sont clairement identifiés et que le dossier présente de manière détaillée les mesures prises pour Éviter, Réduire, Compenser et/ou supprimer les inconvénients,

 Que les mesures compensatoires proposées par le maître d’ouvrage correspondent aux attentes et sont à la hauteur des enjeux que représente le projet,

 Que le projet de déviation du bourg de Lubersac se situe certes pour partie dans le vallon du ruisseau de la Faucherie, mais s’en écarte assez rapidement, s’agissant d’un

